

Forum Zéro Carbone
Ville de Paris – La Tribune
10 et 11 décembre 2020, Hôtel de Ville de Paris

Projet- Déclaration de Paris

Version du 8 décembre 2020

5 ans après, les villes plus que jamais mobilisées pour le climat

Le 4 décembre 2015, les maires de villes du monde entier se réunissaient à Paris pour lancer un appel en faveur du climat afin d'inciter les États à adopter un accord ambitieux pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le 12 décembre 2015, à l'occasion de la COP 21, l'Accord de Paris était scellé, faisant de cette date un marqueur historique dans la lutte internationale contre le dérèglement climatique.

Cinq ans après, où en sommes-nous ?

Des avancées importantes ont été réalisées au niveau mondial. Début octobre 2020, les députés européens ont confirmé leur volonté de réduire de 60 % les gaz à effet de serre d'ici 2030. De son côté, la Chine a annoncé l'objectif de neutralité carbone pour 2060.

De belles avancées, surtout, ont eu lieu grâce aux villes, en première ligne.

Elles se sont mobilisées pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux aléas climatiques, comme les canicules, les inondations, les ouragans et les sécheresses, de plus en plus fréquents et dévastateurs. Plus d'une centaine de métropoles se sont ainsi engagées à atteindre la neutralité carbone pour 2050.

Elles se sont unies pour partager le savoir et la connaissance et ont su fédérer les acteurs locaux que sont évidemment les citoyennes et les citoyens, mais aussi les

entreprises et les associations, dans une démarche de démocratie participative, indispensable pour accélérer la transition écologique.

Particulièrement innovantes et réactives en termes d'adaptation, elles ont su déployer rapidement des solutions concrètes (pistes cyclables, coopération entre villes, relance verte, végétalisation...) bénéfiques à la fois pour la santé, l'environnement et le climat.

Elles ont développé des outils locaux de finance verte afin de soutenir des projets favorables à la transition énergétique et de suivre leur impact carbone. Au total, grâce à ces efforts sans précédent, les villes ont réduit considérablement leurs émissions de gaz à effet de serre.

Dans le même temps, certaines régressions terribles ont retardé le calendrier. Les États-Unis un des plus grands émetteurs au monde, se sont retirés de l'Accord, ce qui n'a pas pour autant arrêté la mobilisation climatique de nombreuses villes pour en respecter les termes. Et la récente élection de Joe BIDEN à la Maison Blanche incarne un réel espoir avec le retour annoncé des États-Unis dans l'Accord de Paris. En outre, la majorité des contributions déterminées des États (CDN) ne respectent toujours pas les objectifs fixés et trop nombreux sont les gouvernements à ne pas avoir pris les mesures nécessaires et conformes à ce qui était prévu.

La crise sanitaire qui nous frappe de plein fouet vient nous le rappeler : les dommages subis par notre environnement et liés aux activités de l'homme sur terre ont des répercussions violentes qui ne peuvent plus être ignorées. Pour répondre à l'urgence climatique, mettre en place une relance économique soutenable suite à la Covid19, pour protéger la santé de nos concitoyennes et concitoyens, nous devons agir plus vite. Le report de la COP26 ne doit pas nous faire perdre une année supplémentaire : le temps est compté.

C'est pourquoi, en tant que villes, nous réaffirmons aujourd'hui, ensemble, notre ambition de maintenir le réchauffement climatique à +1,5°C conformément à l'Accord de Paris et nous nous engageons solennellement à respecter les résolutions suivantes :

- Inscrire l'action climatique au centre de l'agenda local, pour atteindre la neutralité carbone et créer une société sobre et équitable.
- S'engager à atteindre la neutralité carbone (net-zéro) à partir de 2040 ou même plus tôt, ou vers le milieu du siècle au plus tard, dans la continuité des efforts déployés mondialement pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.
- En amont de la COP26, préciser les mesures qui permettront d'atteindre la neutralité carbone (net-zéro), notamment à court et moyen terme. Fixer un objectif intermédiaire à atteindre au cours de la prochaine décennie, qui vise à réduire équitablement les émissions mondiales de CO₂ de 50 % d'ici à 2030 figurant dans le rapport spécial du GIEC sur la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C.
- Mettre en place avant 2022 au moins une action climatique inclusive et équitable, telle que le propose le programme « Cities Race to zero », qui contribuera à placer nos villes sur une voie résiliente conforme à l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C de l'Accord de Paris.
- Prendre en compte les préoccupations de la population et notamment de la jeunesse en les associant à la gouvernance des politiques climatiques et en leur rendant des comptes, régulièrement, en toute transparence, et assurer des retours chaque année sur les avancées.

- Nouer, avec l'ensemble des parties prenantes, de nouvelles solidarités et établir des plans d'actions coordonnés entre les urbains et les ruraux afin d'accélérer les transformations écologiques de nos systèmes alimentaires.
- Inviter tous nos partenaires - dirigeants politiques, chefs d'entreprise, syndicats, investisseurs et société civile - à se joindre à nous pour reconnaître l'urgence climatique mondiale et nous épauler dans la mise en œuvre de mesures scientifiques pour la résoudre.
- Intégrer dans nos plans Climat les solutions fondées sur la nature, plaçant ainsi la biodiversité au cœur des mesures d'atténuation du changement climatique.
- Accompagner les mutations des activités économiques de nos villes pour accélérer la réduction du bilan carbone de leurs activités.
- Faire émerger une véritable justice climatique pour protéger les plus vulnérables face aux changements climatiques et face à la précarité énergétique.
- S'engager avec l'ensemble de nos partenaires publics et privés à mettre en place le droit à une énergie renouvelable et neutre en carbone pour tous nos citoyens d'ici 2050.
- Contribuer à bâtir avec les États et la communauté scientifique internationale de nouveaux indicateurs économiques qui mesurent la dette écologique des activités économiques carbonées.
- Encourager les États à publier rapidement de nouvelles contributions nationales ambitieuses climatiques, intégrant l'action des villes, compatibles avec l'Accord de Paris.
- Inciter les États et grands investisseurs publics et privés à confirmer leur engagement financier pour le Fonds d'Adaptation de 100 milliards de dollars par an et des plans de relance verte qui soutiennent les villes.



Nous continuerons d'alerter sur la nécessité pour nos villes, et leurs réseaux, de bénéficier des fonds internationaux qui soutiennent la mise en œuvre de nos politiques de neutralité carbone.

Nous encourageons toutes les villes du monde à rejoindre la « Cities Race to zero », si possible avant la COP26.

Parce que la réussite de l'Accord de Paris ne pourra advenir que par la coopération et par le biais d'une solidarité internationale sans cesse renforcée, nous appelons les États à tenir leurs engagements et à se hisser à la hauteur de leurs responsabilités.

Parce qu'il est encore temps d'agir, c'est dès aujourd'hui que nous lançons un nouvel appel pour que les gouvernements agissent résolument pour accélérer nos actions, limiter considérablement le dérèglement climatique et préserver notre planète.